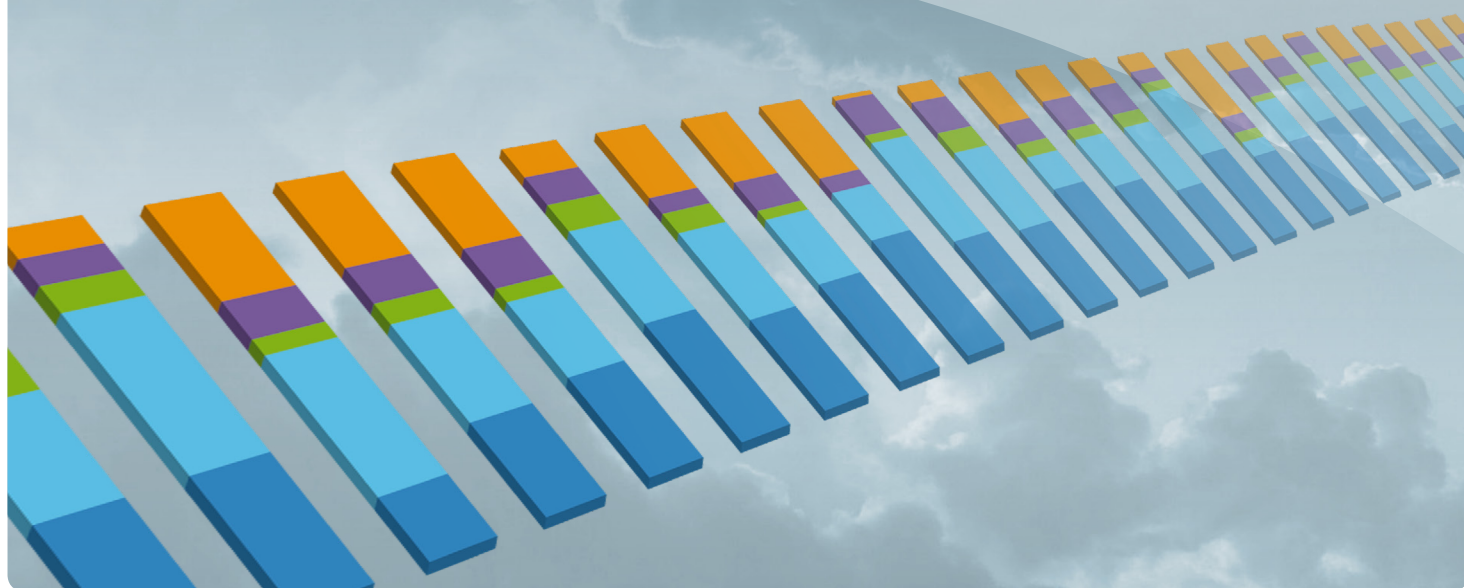




Indice de performance climatique **Résultats 2017**

Jan Burck, Franziska Marten, Christoph Bals



Résultats clés par pays

La signature d'un nouveau traité sur le climat en 2015 à Paris représente un succès historique. Maintenant, le succès effectif de l'accord de Paris dépend de la mise en œuvre et de la bonne réalisation des objectifs d'atténuation dans chaque pays. Comme dans les années précédentes, les places 1 à 3 de l'IPC restent vides, parce que, depuis l'entrée en vigueur de l'accord de Paris, aucun pays n'a pris de mesures suffisantes pour éviter les impacts dangereux du changement climatique jusqu'à présent. L'aperçu ci-dessous montre les résultats les plus importants pour une sélection de 24 pays (avec, pour chacun d'entre eux, leur rang actuel dans la partie colorée et leur classement de l'année précédente dans la partie grise) et pour l'UE. Les résultats pour les 58 pays figurent à la page 9.

France

4 8 

L'hôte de la conférence sur le climat COP21 en 2015 a réussi à monter en bonne place de l'IPC 2017. Les évaluations des trois premiers pays sur la liste sont très similaires et il n'y pas des grandes différences dans leurs résultats globaux. En s'améliorant légèrement dans les catégories « émissions » et « politiques », la France a réussi à obtenir une meilleure notation. Le succès diplomatique qui a permis un nouvel accord international sur le climat a été très apprécié par les experts du pays, ce qui a mené à une évaluation positive de la France dans l'IPC 2017 dans la catégorie « politiques internationales ». Les experts critiquent que le pays manque d'ambition au niveau des politiques climatiques nationales : en somme, l'Etat dépense chaque année 13.000 milliard € en subventions pour des combustibles fossiles et le développement d'énergies renouvelables est en dessous des objectifs à atteindre pour 2020.

Suède

5 6 

Dans le classement de l'IPC de cette année, la Suède est montée à la 5^{ème} place. Le niveau des émissions suédoises est relativement bas et le charbon ne constitue qu'une petite part de l'approvisionnement énergétique. Bien que le pays ait soutenu des investissements dans le secteur des énergies renouvelables dans le passé, le développement positif dans ce secteur a ralenti ces dernières années. Les experts du climat nationaux disent que l'objectif de la Suède de produire 100% de l'électricité avec des sources énergétiques renouvelables en 2040 est soutenu par la majorité du parlement suédois. Néanmoins, la mise en œuvre reste incertaine du fait de l'absence d'un cadre politique suffisant.

Royaume-Uni

6 5 

Le Royaume-Uni est tombé à la 6^{ème} place de l'IPC de cette année et a perdu un peu de terrain dans son score global. Comme en Suède et dans quelques autres pays européens,

le score relativement élevé du RU provient d'un effet retard : à l'exception d'une promesse ambitieuse d'éliminer graduellement la production d'électricité au charbon, pour laquelle le RU mérite de la reconnaissance, les investissements dans le charbon et les émissions sont en effet relativement bas grâce à des politiques menées il y a 5 à 10 ans. En revanche, les experts sont d'accord pour dire que les réductions de consommation de charbon dans le futur sont en danger : le gouvernement n'a pas fourni de cadre politique pour les renouvelables à partir de 2017, et en conséquence, le Ministère des Finances s'attend à ce que les investissements en énergies renouvelables baissent de 96% jusqu'en 2020. D'autres mesures politiques prévues ou à l'étude, comme l'instauration d'un prix plancher pour le carbone et les maisons zéro carbone, semblent être aussi en danger. Si l'année prochaine, les politiques ne changent pas de manière décisive, on peut s'attendre à ce que le RU continue sa trajectoire à la baisse encore plus vite dans l'IPC.

Maroc

8 10 

Le Maroc continue dans son développement positif des dernières années, atteint le 8^{ème} rang dans l'IPC 2017 et assure son classement parmi les 10 meilleurs. Le pays hôte de la conférence sur le climat de cette année profite d'un bas niveau d'émissions et d'une évaluation positive de sa politique climatique. Des experts estiment les projets de développement d'énergies renouvelables de grande ampleur, mais avertissent aussi que le Maroc examine en parallèle les possibilités d'exploiter du schiste bitumineux et de produire de l'énergie nucléaire. Si le Maroc utilise son énorme potentiel dans la production d'énergie solaire et hydraulique, les émissions en CO₂ du Maroc, qui montent actuellement, vont probablement se stabiliser dans les prochaines années. L'IPC 2017 consacre le pays hôte de la COP22 comme étant « pays exemple » (voir article sur la page 10).

Danemark

13 4 

Après être resté premier dans le classement de l'IPC pendant cinq années consécutives, le Danemark a dû rendre sa position pour retomber à la 13^{ème} place. Dans le développement d'émissions, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le pays compte encore parmi les premiers, ce qui s'explique par la politique climatique volontaire appliquée dans le passé. Le facteur décisif pour le recul du Danemark est l'évaluation de sa politique. Le pays a considérablement perdu dans ce domaine, ce qui l'a placé dans le dernier groupe de la catégorie politique. Des experts du pays critiquent le fait que beaucoup des objectifs que le gouvernement antérieur avait déterminé ne sont plus activement soutenus par le nouveau. Ceci concerne par exemple la sortie du carbone d'ici à 2030 et la réduction de CO₂ de 40% d'ici à 2040. De plus, le gouvernement cherche à abandonner la construction

de turbines éoliennes off-shore, qui avait déjà été décidée, et essaye de se retirer d'investissements dans l'électrification du réseau ferroviaire en soutenant en même temps la construction d'autoroutes. En faisant ainsi, le gouvernement actuel prend des mesures cruciales qui mettent en danger les accords existants ayant comme objectif de réduire des émissions.

Italie

16 20 ▲

L'Italie a sauté dans le groupe des pays les plus performants. Même si la politique énergétique du pays est encore orientée envers des carburants fossiles à une échelle importante, l'Italie a surtout fait du progrès dans les catégories énergies renouvelables et gestion des émissions. Des experts italiens critiquent le fait que leur gouvernement n'était ni très inspiré ni très proactif dans ce qui est de la politique climatique ; une critique qui se reflète dans le classement politique médiocre. D'autres experts ajoutent que le pays suit plutôt des initiatives européennes que de prendre lui-même des responsabilités.

Inde

20 23 ▲

Bien que l'Inde compte parmi les dix pays qui émettent le plus de CO₂ les émissions par habitant sont encore relativement basses, ce qui mène à une bonne performance dans cette catégorie. Cependant, les émissions augmentent rapidement. 25% de l'approvisionnement énergétique est couvert par des énergies renouvelables, mais il est possible de faire encore mieux. Des experts nationaux estiment que le gouvernement indien est en train de mettre en œuvre un des programmes les plus grands pour accroître les capacités des énergies renouvelables, ce qui mène à un bon classement dans la catégorie politique.

Irlande

21 12 ▼

Le classement politique reste faible et inchangé, et face à des émissions augmentant induites par la régénération de son économie après la crise, l'Irlande redescend à la 21^{ème} place. Le pays a vu d'autres pertes dans l'efficacité énergétique, où il figure maintenant dans le champ central. Grâce à un bon développement de son potentiel dans le secteur des énergies renouvelables, l'Irlande fait encore partie du groupe des premiers dans ce secteur.

Indonésie

22 19 ▼

L'Indonésie est descendue de trois places et occupe maintenant la 22^{ème} place, elle reste au champ central. Sauf dans la catégorie « politique climatique », l'évaluation de l'Indonésie s'est légèrement détériorée dans presque chaque catégorie de l'IPC. Selon des experts du pays, le gouvernement indonésien est très engagé dans la diplomatie climatique au niveau international et des experts pensent que le pays a du potentiel pour un développement compatible avec l'objectif de 2 degrés. Pour atteindre cet objectif, l'Indonésie doit

particulièrement améliorer ses politiques pour protéger ses forêts. En effet, le pays a les émissions à cause de la déforestation les plus élevées de tous les pays qui sont mesurés dans l'évaluation de l'IPC.

Mexique

28 26 ▼

Le Mexique reste dans le champ central. Il n'y a presque pas eu de changements dans aucune catégorie par rapport à l'année précédente. Le pays se débrouille relativement bien au niveau des émissions, mais sa performance dans le champ des énergies renouvelables est encore très médiocre ; il est l'un des deux seuls pays qui montrent une tendance négative dans cette catégorie. Si le Mexique poursuit ses annonces récentes pour développer massivement l'énergie éolienne et solaire, ceci se reflétera dans les éditions de l'IPC à venir.

Allemagne

29 27 ▼

Dans l'IPC de cette année, la notation de l'Allemagne a continué à se dégrader. Même si le pays, grâce à sa performance dans la catégorie « énergies renouvelables » (rang 18), reste dans le groupe des pays qui ont une performance plutôt bonne, l'Allemagne n'est pas sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions en 2020. Des experts critiquent les débats actuels sur la stratégie climatique à long terme du pays, qui devrait jeter les bases pour la réalisation des objectifs de Paris que l'Allemagne s'est fixé. Selon ces experts, les négociations ont été dominées et constamment retardées par l'expression des intérêts particuliers de l'industrie du charbon et d'une partie de l'industrie à forte intensité énergétique. Pour monter dans le classement IPC, le pays devrait déterminer des objectifs de réduction des émissions sectoriels plus ambitieux et présenter un plan pour sortir de l'utilisation du charbon comme source énergétique.

Pologne

35 34 ▼

Après avoir monté dans le classement de l'année précédente, la Pologne a un peu perdu et se retrouve à la 35^{ème} place. Malgré sa mauvaise performance globale, sa position dans la rubrique des énergies renouvelables reste bien (la 11^{ème}). Néanmoins, les experts dénoncent le nouveau parlement qui ralentit le plan d'action concernant les énergies renouvelables. Ils critiquent aussi que les seules politiques climatiques ambitieuses sont le résultat de réglementations européennes. Sans prendre d'autres mesures politiques, la Pologne pourra difficilement réduire ses émissions relativement élevées et remonter dans le classement dans les années à venir.

Argentine

36 49 ▲

L'Argentine monte de 13 places et quitte ainsi le groupe des moins performants pour rejoindre les meilleurs dans ce domaine. La raison principale pour cette amélioration est

le progrès que le pays a fait dans le secteur des énergies renouvelables. Tout de même, selon des experts du pays, le développement de l'Argentine dans l'avenir n'est pas clair depuis le dernier changement de gouvernement.

Brésil

40 42 ▲

Le Brésil a réussi à monter de 2 places, mais se retrouve encore au milieu du groupe des faibles. Il a avant tout amélioré sa performance dans la catégorie d'efficacité, et a réussi à achever une meilleure évaluation de ses politiques. Les experts brésiliens ont valorisé le fait que le Brésil est le seul pays émergent qui indique un chiffre absolu de réduction d'émissions dans leurs NDC (Nationally Determined Contributions/contributions nationales définies avant la COP21). Néanmoins, tenant compte de ses émissions, le pays reste en tête du groupe des faibles, tout en perdant du terrain dans le secteur des énergies renouvelables dans le classement de l'IPC.

Etats Unis

43 35 ▼

Les États-Unis ont perdu du terrain dans presque chaque catégorie de l'indice, ce qui les abaisse au rang numéro 43. Bien qu'ils soient le deuxième émetteur au niveau mondial, les émissions par habitant ont baissé depuis la récession en 2007, avec une hausse légère en 2014. Néanmoins, beaucoup plus de mesures sont nécessaires pour faire décroître la courbe des émissions du pays, comme l'affirment des experts nationaux. Limiter les émissions de méthane, qui sont en train de monter à cause du remplacement de l'extraction de charbon par l'extraction de gaz de schiste, représenterait un pas particulièrement important dans cette direction. Les experts nationaux ont des opinions partagées sur la performance politique de leur pays dans un contexte international. La plupart d'entre eux souligne que sous l'administration Obama, les États-Unis ont joué un rôle décisif de leader pour atteindre des accords climatiques mondiaux en avançant des accords bilatéraux avec des partenaires importants tels que la Chine, l'Inde, le Mexique et le Brésil. D'autres ont reproché à leur pays d'avoir bloqué des ambitions lors de l'Accord de Paris de trouver des solutions ambitieuses pour les pertes et dommages causées par un climat dérégulé. De toute façon, les progrès effectués récemment sont en danger car les élections du 8 novembre 2016 pourraient mener à un recul dans le domaine de la politique climatique américaine.

Ukraine

45 46 ▲

L'Ukraine est montée sur la place 45. À côté d'une évaluation générale légèrement plus positive, le pays a perdu du terrain dans la catégorie des renouvelables et perd six places pour y être maintenant 55^{ème} dans le groupe des très faibles. Des experts nationaux reprochent aux institutions clés pour combattre le changement climatique et supporter les énergies renouvelables d'être considérablement guidées par des intérêts particuliers. Cependant, quelques-uns parmi eux ont

reconnu que le gouvernement attribuait plus d'attention au changement climatique après l'accord de Paris et que le pays a réussi à réduire la consommation d'énergie des ménages en réduisant les subventions pour le chauffage, le gaz et l'électricité.

Chine

48 48 ➡

La Chine est l'émetteur de CO₂ le plus important du monde. 28% du CO₂ émis à la suite de la consommation d'énergie mondiale est émis en Chine. Après avoir quitté le groupe des moins performants très faibles l'année précédente, le classement de la Chine dans l'IPC n'a pas changé en 2017 ; le pays reste à la 48^{ème} place, dans le groupe des moins performants. Dans la catégorie des énergies renouvelables, le pays est monté de quatre places grâce à une tendance positive de leur développement, qui, selon des experts nationaux, coïncide avec l'objectif de 20% de renouvelables dans l'approvisionnement en énergie primaire. Des experts nationaux sont optimistes sur la possibilité que les émissions atteignent leur zénith avant 2030, donc plus tôt que prévu.

Turquie

51 51 ➡

La position de la Turquie ne change pas. Elle reste sur la position 51 dans le groupe des pays les moins performants. La Turquie se retrouve tout en bas du classement de l'IPC des politiques climatiques. Comparé aux émetteurs les plus importants, le pays a encore un niveau des émissions relativement bas, mais ses émissions augmentent très rapidement. Malgré quelques développements positifs et beaucoup de potentiel dans le champ des énergies renouvelables, la Turquie a fait construire beaucoup de nouvelles centrales au charbon. Des experts du pays critiquent que la plupart des projets pour protéger le climat sont financés par des institutions internationales au lieu de ses propres budgets nationaux.

Russie

53 53 ➡

La Russie reste à la 53^{ème} place et n'a pas réussi à quitter le groupe des moins performants en continuant sa légère amélioration de l'an passé. Des émissions élevées et une tendance d'émissions qui s'empire empêche la Russie de monter dans le classement. La Russie est un des seuls quatre pays dans l'IPC qui réduisent leur approvisionnement avec de l'énergie renouvelable en produisant moins d'électricité à l'aide de grandes centrales hydro-électriques. Bien que la Russie soit descendue d'une place dans l'évaluation politique, les experts nationaux saluent son rôle relativement progressif et constructif parmi les pays du Groupe des Vingt.

Canada

55 56 ▲

Sans changements significatifs dans aucune direction, le Canada reste dans les groupes inférieurs dans la plupart de catégories de l'IPC. En regardant simplement le développement de ses émissions, le pays se classe au milieu

du terrain. Mais même là, il a perdu un peu de terrain, une conséquence de la morosité de l'ancien gouvernement. Avec le nouveau gouvernement en place, le Canada a réalisé des gains considérables dans l'évaluation politique. Il y monte de vingt-quatre places pour atteindre la 24^{ème}. Des experts nationaux s'attendent à une série d'annonces politiques au niveau national dans les mois à venir et à une amélioration globale de la situation. A cause du haut degré de décentralisation du Canada, il n'existe presque pas d'activités coordonnées au niveau national ou bien elles ne sont pas très puissantes, tandis que des mesures provinciales existantes contribuent à une échelle importante à un mouvement du pays dans la bonne direction.

Australie

57 57 

L'Australie a gardé sa 57^{ème} place dans l'IPC. Comparé au classement de l'année précédente, le pays s'est légèrement amélioré dans les catégories « développement des émissions » et « énergies renouvelables » ce qui est contrebalancé par une baisse de l'efficacité énergétique. L'Australie est montée de deux places dans l'évaluation politique. Des experts soulignent qu'il y a un clivage important entre les politiques nationales et les politiques fédérales dans le pays, les premières étant plutôt non-ambitieuses et peu inspirées, pendant que les dernières réussissent en partie à agir de manière indépendante.

Corée

58 59 

La Corée échappe aux trois rangées inférieures et gagne une place pour obtenir la 58^{ème}. Mais elle reste un des pays les moins performants. Les émissions en CO₂ sont hautes, continuent à monter constamment et le pays compte parmi les dix pays-émetteurs de CO₂ les plus importants au monde. La part des renouvelables dans l'approvisionnement d'énergie primaire est inférieure à 2%. Partant de ce niveau bas, le développement des énergies renouvelables est bon et le pays occupe la 5^{ème} place dans cette catégorie. L'évaluation de la politique coréenne s'est détériorée durant les deux années précédentes. Des experts critiquent les plans du gouvernement de remplacer dix centrales au charbon par vingt nouvelles, au lieu de réfléchir à des solutions durables pour combattre la pollution de l'air, et de promouvoir des renouvelables.

Japon

60 58 

Le Japon a de nouveau perdu deux places et se retrouve à l'avant-dernière place de l'IPC. Le pays a toutefois gagné en dynamisme dans le secteur des énergies renouvelables et a obtenu une évaluation modérée dans cette catégorie de l'IPC en montant de 12 places à la place numéro 35. Malgré cette amélioration dans l'IPC, des experts nationaux critiquent leur gouvernement de réactiver l'énergie nucléaire comme alternative presque unique aux combustibles fossiles, au lieu de suffisamment promouvoir des énergies renouvelables. La

performance du Japon en termes de politiques climatiques au niveau national et international reste très faible.

Arabie Saoudite

61 61 

L'Arabie Saoudite ne s'est pas amélioré dans l'évaluation globale de l'IPC ; le pays reste au bas de la liste. Grâce à sa performance relativement constructive lors de la COP21 à Paris, l'Arabie Saoudite a reçu une évaluation légèrement meilleure, parce qu'elle n'a pas bloqué le nouvel accord sur le climat. Au niveau national, les énergies renouvelables ont beaucoup de potentiel. Elles pourront garantir la sécurité énergétique du pays dans l'avenir. Si le pays commençait à exploiter ce potentiel au lieu de compter sur ses réserves de pétrole, il pourrait améliorer son score dans les éditions de l'IPC à venir.

Union européenne

Tandis que beaucoup de pays européens affichent encore de bonnes performances dans l'IPC, des experts de plusieurs pays membres sont inquiétés par le fait que l'Union renonce à son rôle de chef dans la protection du climat au niveau mondial. L'UE dans son ensemble, ainsi que de nombreux pays membres, échouent dans l'atteinte de leurs objectifs d'atténuation. Ils n'ont pas augmenté leurs ambitions de rester en dessous du seuil de 2 degrés ou même 1,5 degré d'augmentation de la température pour lequel les pays s'étaient mis d'accord l'année précédente à Paris. La version complète de l'IPC 2017 en anglais regarde de plus près la performance des pays européens dans son chapitre six « Country Group Performances » (voir www.germanwatch.org/en/ccpi, page 28ff).

La ratification de l'accord de Paris

Le nombre seuil de pays qui doivent ratifier l'Accord de Paris a été achevé le 5 octobre 2016. Les pays suivants, faisant partie de l'IPC, ont aidé à faire entrer en vigueur l'Accord de Paris : La Corée, la Chine, les Etats-Unis, l'Ukraine, le Mexique, l'Argentine, le Brésil, le Maroc, l'Inde, le Canada, la France, l'Allemagne, la Pologne, la Suède, l'Indonésie, le Danemark, l'Autriche, La Grèce, la Hongrie, l'Italie, Malte, le Portugal, la Slovaquie, l'Islande, la Norvège, l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Nouvelle-Zélande, la Biélorussie, la Thaïlande, Singapour, l'Arabie Saoudite, et la Bulgarie.

Quelques pays importants de l'IPC n'ont pas encore ratifié l'Accord : le Royaume-Uni, la Croatie, Chypre, la République Tchèque, L'Estonie, la Finlande, Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Roumanie, la Slovaquie, l'Espagne, la Belgique, la Suisse, l'Egypte, la Malaisie, la Turquie, la Russie, l'Iran, le Japon, l'Australie, et le Kazakhstan.

Quelques-uns de ces pays ont signalé leur intention de ratifier l'Accord de Paris d'ici à la fin 2016.

Développements clés :

La révolution énergétique mondiale a commencé.

Les pays doivent accélérer leurs actions.

L'Accord de Paris représente une étape historique dans les politiques climatiques internationales et fixe le cadre pour augmenter les ambitions pour protéger le climat. Un des objectifs centraux est la décision des gouvernements de limiter le réchauffement climatique mondial à « nettement moins de » 2 ou même 1,5 degrés Celsius. La loi internationale demande maintenant aux pays de définir leurs objectifs nationaux et de mettre en œuvre des mesures politiques pour les atteindre. Des activités nationales et des activités communes sont censées de combler le fossé entre la limite de température de Paris et les objectifs nationaux existants.

Bien que quelques pays européens soient encore classés hauts dans l'indice, ils se trouvent à la croisée des chemins. Souvent, ils profitent de politiques antérieures à l'époque où l'UE était en tête des efforts de protection de climat. Mais ils n'ont atteint leurs objectifs fixés qu'en partie et ils échouent à augmenter leur niveau d'ambition nécessaire pour tenir compte de leurs responsabilités. Quelques pays en développement comme le Maroc, l'Inde et l'Afrique du Sud commencent à rattraper et à entreprendre des efforts importants dans les champs des renouvelables et de l'efficacité énergétique. Tous les pays sont maintenant appelés à proposer des plans nationaux de réduction d'émissions et les pays du groupe des Vingt doivent y prendre un rôle de premier plan en le faisant d'ici à 2018.

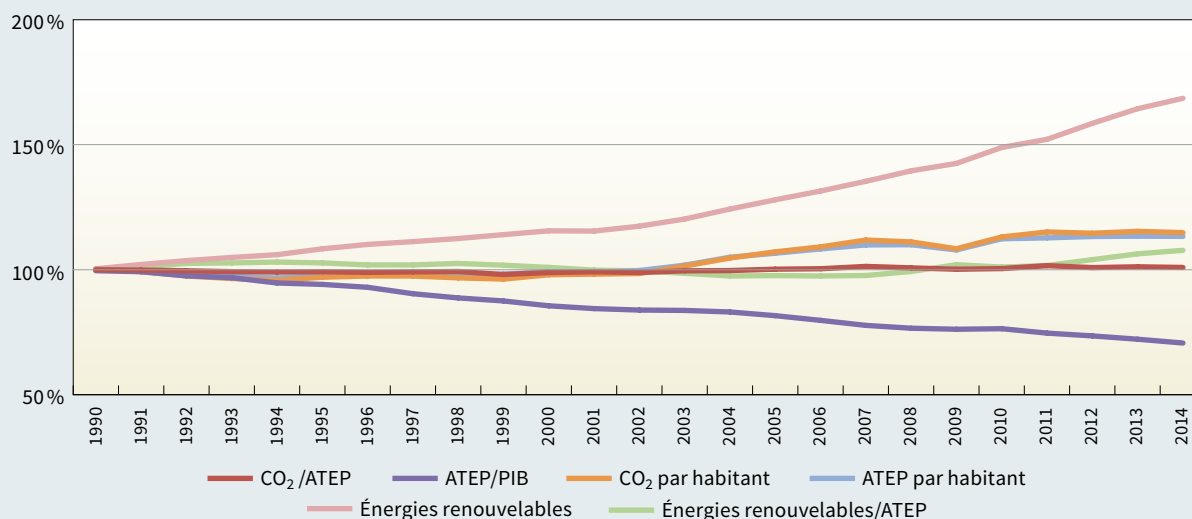
Etant un instrument pour mesurer les efforts particuliers de chaque pays dans le combat contre le changement clima-

tique, l'IPC 2017 montre seulement une augmentation légère des émissions en CO₂ causées par la production d'énergie mondiale. La croissance des émissions a ralenti de manière significative en 2014 en comparaison à l'année précédente. Les données les plus récentes de 2015 indiquent même quasiment une pause dans l'augmentation des émissions¹.

Tandis que l'intensité énergétique de l'économie mondiale continue de baisser, ce qui signifie un découplage régulier de l'approvisionnement énergétique et du PIB, l'intensité carbone de l'approvisionnement en énergie montre encore une courbe horizontale. Pour pouvoir parler d'une tendance de décarbonisation au niveau mondial, il faudrait constater une baisse des deux indicateurs. Une lente décarbonisation du secteur énergétique peut toutefois être observée dans quelques pays importants, ce qui envoie un signal d'espoir fort : en Chine, l'intensité carbone de l'approvisionnement en énergie semble avoir atteint son sommet et on peut y observer maintenant une tendance à la baisse ; une courbe descendante peut également être observée pour la Russie, la Corée, les Etats-Unis, l'UE dans son ensemble et en particulier pour l'Italie, l'Allemagne, le Royaume Uni et aussi légèrement pour la France.

Il faut deux composants cruciaux pour garantir une décarbonisation stable du secteur énergétique mondial : **Le passage de combustibles fossiles à l'énergie renouvelable et l'augmentation de l'efficacité énergétique.** On peut déjà constater des développements positifs dans les deux champs.

Développements globaux d'indicateurs clés



Source : IEA 2016

ATEP=Approvisionnement total en énergie primaire, PIB=Produit Interieur Brut

© Germanwatch 2016

¹ BP, 2016

Voilà des signes encourageants pour une transition énergétique mondiale :

1. Les énergies renouvelables gagnent du terrain

L'IPC a constaté des tendances encourageantes dans la transition d'un approvisionnement énergétique par des combustibles fossiles à des énergies renouvelables dans le passé et les signaux continuent d'être positifs. Presque tous les pays de l'index ont des taux de croissance à deux chiffres et il faut constater une tendance légèrement négative² dans seulement trois pays. L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a constaté un « tournant décisif historique » : ces dernières années, les investissements dans des énergies renouvelables ont déjà dépassé les investissements dans les combustibles fossiles. Pour la première fois, les capacités de production d'énergies renouvelables qui viennent d'être installées dépassent celles des énergies fossiles. A cause de la forte fluctuation d'énergie éolienne et solaire, cela ne veut pas dire que plus d'électricité « nouvelle renouvelable » est produite – mais ce tournant décisif sera probablement atteint dans un avenir proche.

L'AIE constatait en outre que la promotion de la transition énergétique mondiale s'est déplacée des pays industriels vers des pays émergents, où environ 60% de ces nouvelles capacités ont été mises en place. Ce développement se reflète déjà un peu dans les résultats de l'index : alors que des pays émergents sont parmi les plus grands gagnants du classement de cette année, ce sont surtout quelques pays européens et les Etats-Unis qui perdent du terrain.

2. La consommation de pétrole atteint bientôt son point culminant

Plusieurs observateurs ont été surpris que la baisse du prix du pétrole combinée au succès des renouvelables n'ait pas mené à une augmentation de la demande de pétrole. Le soi-disant paradoxe vert, supposant que des énergies propres mènent à un prix de pétrole plus bas et ainsi à une augmentation de la demande de pétrole, semble ne pas apparaître dans le marché de l'énergie. La baisse rapide des coûts des énergies renouvelables conjuguées à des taux d'intérêts bas sont deux facteurs très importants pour l'investissement qui expliquent ce développement.

3. Le charbon en défense

Conforme à l'expansion forte des énergies renouvelables, la consommation mondiale de charbon a baissé de 1,8% en 2015. C'est la part la plus basse depuis 2005. Les deux émetteurs les plus importants, la Chine et les Etats-Unis,

ayant baissé leur consommation de charbon. La Chine a annoncé récemment vouloir renoncer à la construction de 30 centrales électriques au charbon prévues auparavant.

4. Signal de prix du carbone

Le prix du carbone a une influence importante sur les investissements dans des énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique. Il est important d'arrêter de subventionner des combustibles fossiles et ainsi créer un signal de prix du carbone négatif ; c'est crucial pour permettre des dépenses favorables au climat et pour faciliter le transfert d'investissements dans le charbon vers les investissements « verts ». Au sein du groupe des Vingt, qui jouent un rôle décisif dans la promotion des politiques effectives pour une transition énergétique mondiale, plusieurs pays ont déjà annoncé de sortir des combustibles fossiles et ont adopté une large gamme de structures tarifaires du carbone. Tout de même, le prix du carbone dans les pays en question, avec une moyenne de moins de 10 dollars par tonne CO₂ pour 85% des émissions, est jusqu'à présent encore beaucoup trop bas pour rendre possible la sortie d'une économie intensément dépendante du carbone, ce qui permettrait de rester dans la limite de 1,5 à 2 degrés de réchauffement.

5. Une évolution positive des prix pour les techniques d'efficacité énergétique

Pour réduire les émissions rapidement, il faut que la consommation d'énergie devienne plus efficace. Au cours des années précédentes, plusieurs développements positifs ont eu lieu dans les technologies qui permettent d'augmenter l'efficacité énergétique :

Le prix pour des éclairages LED a baissé à moins de 10 dollars par ampoule pendant que son facteur d'efficacité a continué d'augmenter (80% comparé à une efficacité de 10% pour une ampoule ordinaire).³ On observe une tendance de prix à la baisse, accompagnée par plus d'efficacité énergétique dans les produits de consommation courante. Par ailleurs, les investissements pour atteindre plus d'efficacité énergétique dans le secteur de la construction dépendent moins des prix du pétrole en baisse. Les technologies utilisées mûrissent et leurs prix baissent.

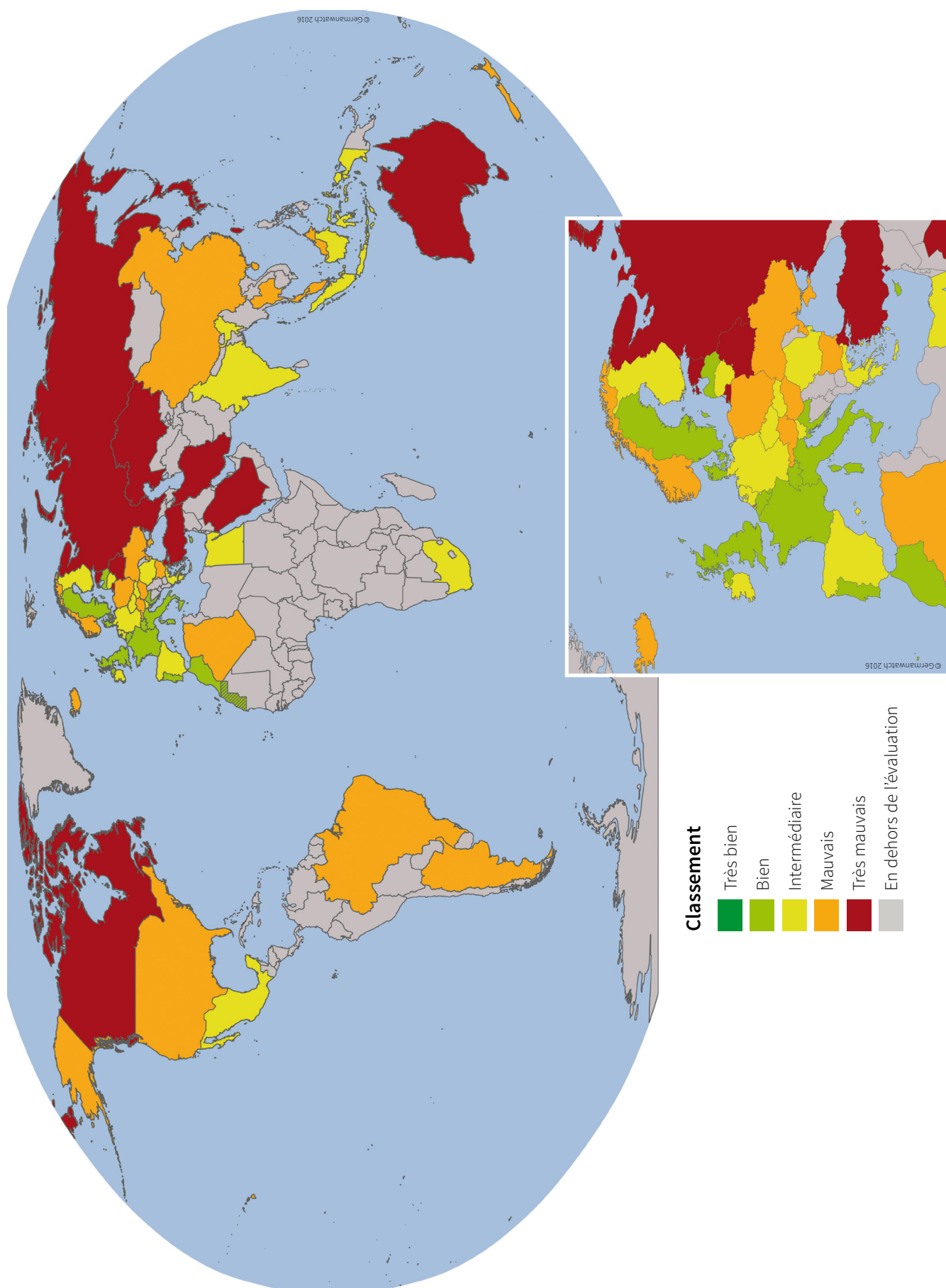
Du constat de ces développements, on peut tirer la conclusion que la révolution énergétique mondiale a déjà commencé, mais qu'il faut qu'elle accélère, afin d'empêcher un changement climatique dangereux.

L'IPC vise à évaluer les mesures que les pays mettent en œuvre pour accomplir les promesses qu'ils ont faites lors du sommet sur le climat de Paris.

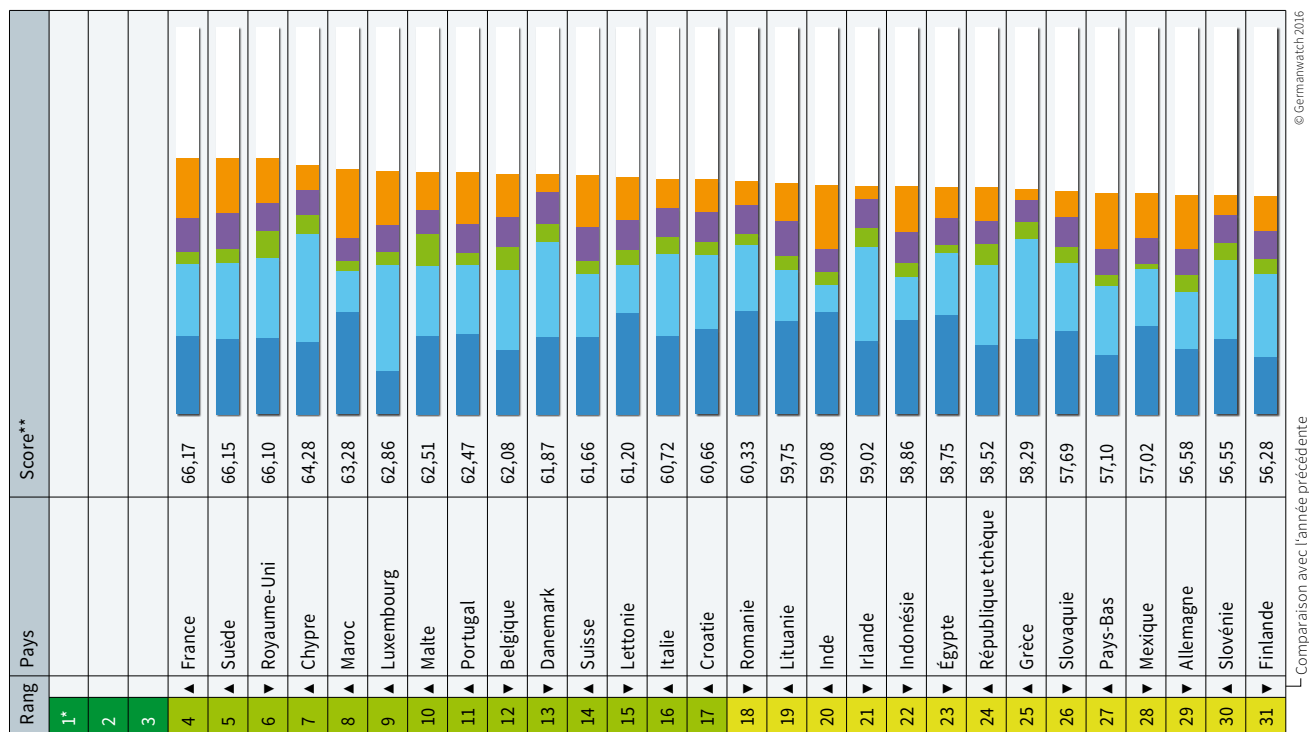
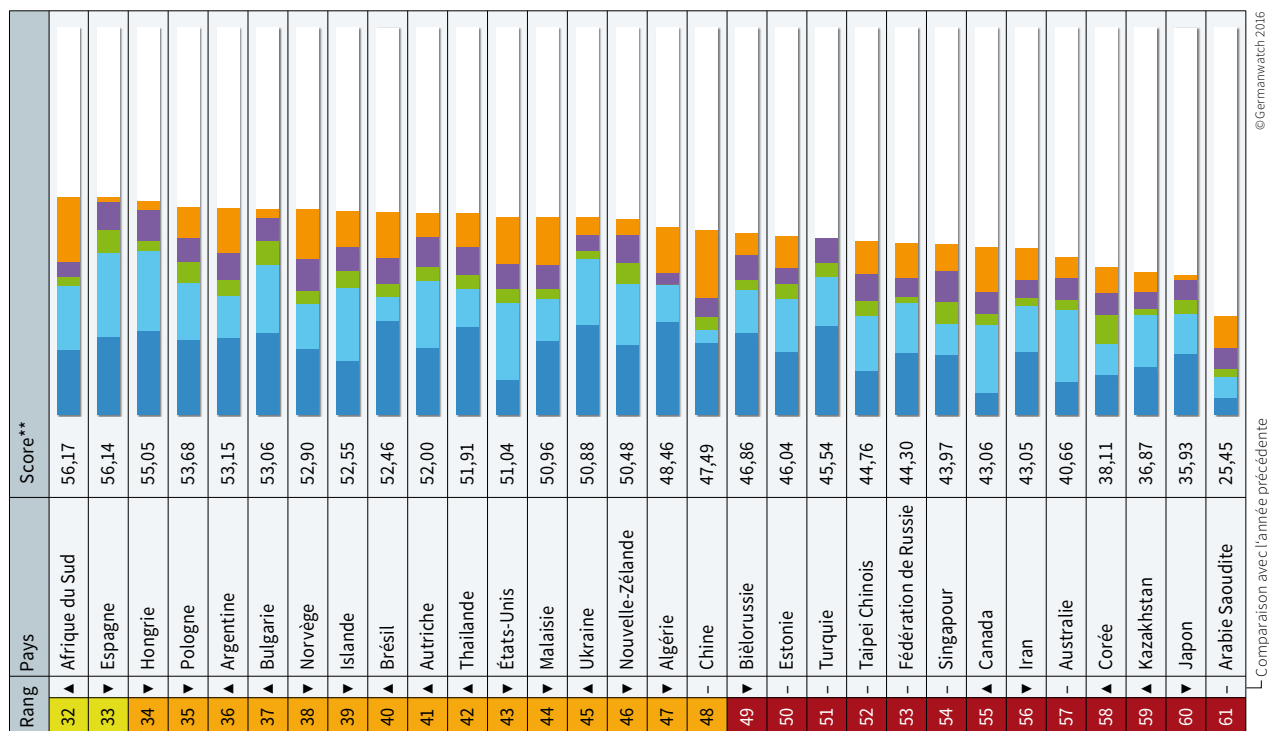
² Ces tendances négatives en Algérie, en Russie et au Mexique s'expliquent avant tout par moins de consommation d'énergie hydraulique ce qui était entre autre causé par des sécheresses en Algérie

³ IEA Energy Efficiency Market Report 2016 https://www.iea.org/eemr16/files/medium-term-energy-efficiency-2016_WEB.PDF

Indice de performance climatique (IPC) 2017 : Carte du monde



Indice de performance climatique (IPC) 2017 : Résultats généraux



Catégories de l'indice

- Niveau des émissions (30% pondération)
- Développement des émissions (30% pondération)
- Énergies renouvelables (10% pondération)
- Efficacité (10% pondération)
- Politique climatique (20% pondération)

Classement

- Très bien
- Bien
- Intermédiaire
- Mauvais
- Très mauvais

* Aucun pays n'attend que le rang un à très mauvais car aucun pays ne fait assez pour prévenir le changement climatique dangereux.

** arrondi

Pays exemple : le Maroc

Tous les ans, afin de démontrer la méthodologie de l'IPC, nous décrivons plus en détail le score d'un des 58 pays avec des évolutions intéressantes et qui méritent d'être regardé de plus près. Cette année nous décrivons secteur par secteur la performance du Maroc, pays hôte de la conférence du climat de cette année.

Depuis quelques années, le Maroc est l'un des pays gagnants dans l'IPC et est, actuellement, le seul pays hors UE avec une « bonne » performance. Dans l'édition de l'indice de cette année, le pays est monté de deux rangs pour atteindre la 8^{ème} place. Le pays a présenté une NDC (contribution nationale) ambitieuse qui comprend une composante sans condition de 13% de réduction d'émissions de gaz à effet de serre par rapport au scénario « statu quo » de 2010 d'ici à 2030 et une deuxième composante, qui vise 32% moins d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 à condition que le Maroc reçoive 35.000 milliards de dollars de soutien financier et technique, ainsi qu'un soutien au renforcement des capacités d'ici à 2030 à travers des mécanismes de financement climatique.

Partant d'un niveau des émissions très bas (5^{ème} rang dans l'indice), ce pays fait partie des pays les moins performants au niveau du développement de leurs émissions (52^{ème} rang). Bien que le royaume ne soit responsable que de moins de 0,2% des émissions de gaz à effet de serre mondiales, et avec des émissions annuelles de trois tonnes par habitant qui sont quatre fois moins élevées que celles d'un pays industrialisé moyen, les émissions du Maroc ont augmenté de plus de 4% par an entre 1994 et 2012⁴. Les émissions de CO₂ causées par la production d'énergie ont augmenté de 16% entre 2009 et 2014⁵. Ceci s'explique entre autres par le fait que des combustibles fossiles importés, qui ont généré plus de 85% de l'électricité (charbon 57%, gaz 20% et pétrole 9%) en 2012, prédominent encore dans le système énergétique du Maroc⁶. En même temps, le pays est parfaitement adapté à la production d'énergie éolienne, solaire ou hydraulique. Par conséquent, le pays a sorti des plans ambitieux pour exploiter ces ressources renouvelables. En partant de 34% d'énergies renouvelables en 2015, le pays veut

augmenter ses capacités totales pour arriver à 42% en 2020 et à 52% en 2030 de renouvelables dans le secteur d'énergie. Alors que l'énergie hydraulique a été la source énergétique dominante en 2015, le royaume vise à atteindre l'objectif de 52% d'énergies renouvelables dans la production d'électricité essentiellement par l'augmentation de la part d'énergie solaire et éolienne à 20% tous les deux. La classification du Maroc au sein de la catégorie « renouvelables » de l'IPC 2017 se base sur des développements jusqu'à 2014 et reste moins bonne que celle d'autres pays. Mais les experts du pays apprécient les objectifs ambitieux du pays et son cadre politique solide pour les réaliser. Cela place le Maroc en position de leader dans la catégorie « politique nationale » et parmi les 10 premiers dans la rubrique « politiques internationales ».

L'efficacité énergétique au Maroc baisse. C'est pourquoi le pays compte parmi les moins performants dans la catégorie « efficacité énergétique ». Mais sa stratégie nationale énergétique vise à accroître son efficacité énergétique et à arriver par conséquent à des économies d'énergie de 12% d'ici à 2020 et de 15% d'ici à 2030, ainsi qu'à une réduction de gaz à effet de serre dans le secteur du transport de 35%.

Après l'Accord de Paris et face à la réalisation de ses objectifs, le Maroc se trouve comme beaucoup d'autres pays à la croisée des chemins. Alors que ses plans de mise en place des énergies renouvelables sont impressionnants, ce pays tourne en parallèle son attention vers le charbon « propre » et l'énergie nucléaire, et il étudie progressivement l'extraction de gisements de combustibles fossiles non conventionnels à terre et en mer.

Au cours des dernières années, le Maroc a beaucoup avancé dans l'électrification et a fourni de l'électricité à 90% de ses habitants, ce qui remplace en grande partie l'utilisation de biomasse non durable. Si le Maroc suit son agenda pour produire de l'énergie propre et met en œuvre ses contributions nationales (NDC), ces signaux positifs se refléteront dans l'évaluation des prochaines éditions de l'IPC et garantiront une bonne position globale du royaume.

⁴ DMEMEE, 2016a, p. 90; Schinke et Klawitter, 2016

⁵ IEA 2016 (Index Data)

⁶ ONEE, 2016, p. 4; IEA 2015; Schinke et Klawitter, 2016

Tableau des données du Maroc

IPC 2017

Tableau des données du pays

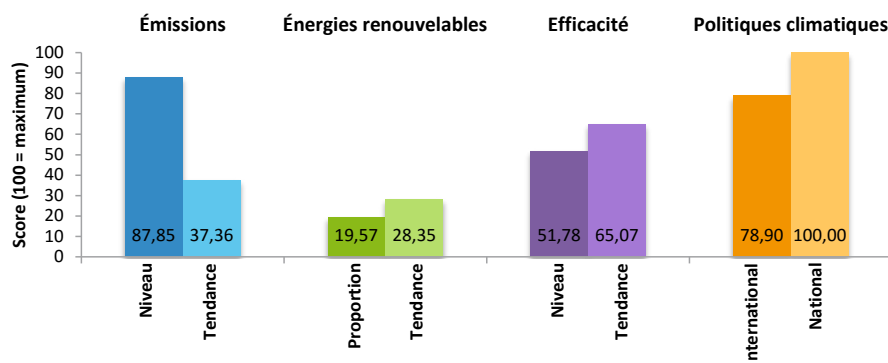
Année précédente

Place

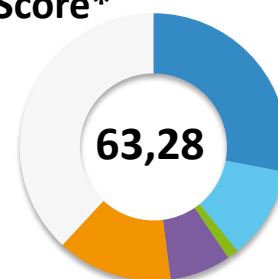
Maroc

10

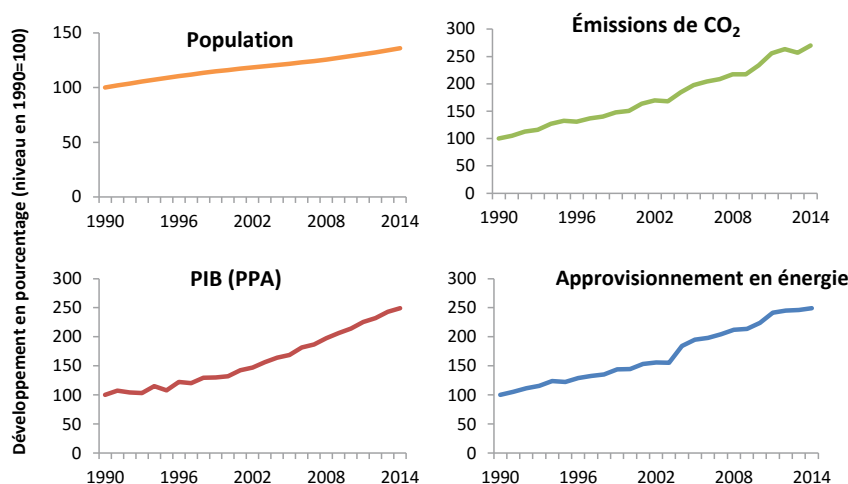
8



Score*



* Le diagramme montre la somme des indicateurs partiels pondérés (voir le tableau des indicateurs)



Faits	2014
Population [million]	33,92
PIB par habitant (PPA) [US\$]	7117,92
CO ₂ par habitant [t]*	1,57
CO ₂ des forêts par habitant [t]	-0,04
CO ₂ par PIB [t/1000US\$]*	0,22
ATEP par PIB [MJ/US\$]	3,29
CO ₂ par ATEP [t/TJ]*	66,83
Part d'énergie renouvelable de l'ATEP	8,81%

ATEP = approvisionnement total en énergie primaire
PPA = parité de pouvoir d'achat aux prix de 2010
* seulement émissions liées à la production d'énergie
Source: AIE (2016) et FAO (2015)

Indicateurs	Pondération	Score	Place
Niveau d'émissions			
Approvisionnement en énergie primaire par habitant	7,5%	100,00	4
Émissions de CO ₂ par habitant	7,5%	99,56	5
Comparaison des objectifs et des performance	10%	97,45	6
Émissions générées par la déforestation par habitant	5%	32,83	42
Développement des émissions			
Émissions de CO ₂ générées par la production d'électricité et de chaleur	10%	32,18	47
Émissions de CO ₂ par la fabrication et l'industrie	8%	50,54	52
Émissions de CO ₂ dues à la circulation routière	4%	31,72	52
Émissions de CO ₂ de la secteur de construction et de la consommation résidentielle	4%	9,11	58
Émissions de CO ₂ générées par l'aviation	4%	41,07	37
Énergies renouvelables			
Part d'énergies renouvelables dans l'approvisionnement total en énergie primaire	2%	19,57	35
Développement de l'approvisionnement en énergie par des énergies renouvelables	8%	28,35	43
Efficacité			
Niveau d'efficacité	5%	51,78	38
Tendance de l'efficacité	5%	65,07	56
Politiques climatiques			
Politique climatique internationale	10%	78,90	10
Politique climatique nationale	10%	100,00	4

© Germanwatch 2016

Mentions légales

Germanwatch – Bureau de Bonn

Kaiserstrasse 201
D-53113 Bonn, Allemagne
Tel. : +49 (0) 228 - 60492-0
Fax : +49 (0) 228 - 60492-19

Germanwatch – Bureau de Berlin

Stresemannstrasse 72
D-10963 Berlin, Allemagne
Tel. : +49 (0) 30 - 28 88 356-0
Fax : +49 (0) 30 - 28 88 356-1

Courriel : info@germanwatch.org
www.germanwatch.org



Auteurs : Jan Burck, Franziska Marten,
Christoph Bals, Andrea Dertinger, Thea Uhlich

Éditeurs : Gerold Kier, Daniela Baum

Traduction: Eva Kathrin Kühn

Cartes : Laura Krings et Tina Gotthardt/
Benjamin Hennig (Worldmapper Ltd.)

Design : Dietmar Putscher

Imprimé sur du papier recyclé à 100 %

Novembre 2016

Numéro de commande : 17-2-03fr

ISBN 978-3-943704-50-1

Avec l'appui financier de la
Fondation Barthel



CAN

Climate Action Network Europe
Rue d'Edimbourg 26
B-1050 Brussels, Belgique

Tel. : +32 (0) 28 94 46 70
Courriel : info@caneurope.org
www.caneurope.org



Vous pouvez trouver ce document, tout
comme la version complète en anglais des
résultats 2017 de Indice de performance
climatique (IPC), sur le site web :

www.germanwatch.org/en/ccpi

